

N° 32/CA du Répertoire

N° 98-124/CA du Greffe

Arrêt du 19 juillet 2001

AFFAIRE : TOZE Jean et autres

C/

Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité
et de l'Administration Territoriale**REPUBLIQUE DU BENIN****AU NOM DU PEUPLE BENINOIS****COUR SUPREME****CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date à Cotonou du 30 novembre 1998, enregistrée au Greffe de la Cour le 07 décembre 1998 sous n° 1146/GCS par laquelle les sieurs TOZE Jean, LOKO Gbéyou Grégoire, LALOU Urbain, BLOCHAOU Achille, COFFI Basilide N. Claude et HOUNSINOU Pascal Martial, tous Inspecteurs de Police, représentés par LALOU Urbain, 01 BP 2075 – Tél 30-04-12 Cotonou, ont introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre le Décret n° 97-622 du 30 décembre 1997 et l'Arrêté n° 041/MISAT/DGPN/CNRCPN du 04 mars 1998 par lesquels, l'Etat (Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale) a méprisé leur droit à être reversés dans le corps des Officiers de Police avant d'être nommés dans le Corps des Inspecteurs de Police (Nouvelle formule), conformément à la loi n° 93-010 du 04 août 1993, portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale ;

Vu la lettre n° 621/GCS du 1^{er} avril 1999 par laquelle la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif et les pièces y annexées ont été communiqués, pour ses observations, au Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale ;

Vu la lettre n° 1048/GCS du 14 juin 1999 par laquelle une mise en demeure a été adressée, conformément à la loi, à l'Administration ;

Vu la lettre n° 2724/MISAT/DC/DGPN/DAP/SPRH/SA du 05 novembre 1999 enregistrée au Greffe de la Cour sous n° 1158/GCS par laquelle l'Administration a fait parvenir à la Cour ses observations ;

Notifié aux parties par 4^{N°}
2552-2553-2554/GCS du
25/10/2001

DE = GRATIS
Enregistré à Cotonou le 12/10/01
Fo. 17 Case 3879-2
Reçu L'Inspecteur de l'Enregistrement



[Signature]

Vu la consignation légale constatée par reçu n° 1362 du 28 décembre 1998 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu la Loi n° 81-014 du 10 octobre 1981, portant Statut des Personnels Militaires des Forces Armées du Bénin ;

Vu la Loi n° 93-010 du 20 août 1997 portant Statut Spécial des Personnels de la Police Nationale ;

Vu le Décret n° 95-296 du 18 octobre 1995 portant Statuts Particuliers des Corps des Personnels de la Police Nationale ;

Vu le Décret n° 97-622 du 30 décembre 1997 portant Statuts Particuliers des Corps des Personnels de la Police Nationale ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Les parties ayant été régulièrement convoquées au jour de l'audience ;

Oùï le Conseiller **Samson DOSSOUMON** en son rapport ;


Oùï l'Avocat Général **Nestor DAKO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Sur la recevabilité

Considérant qu'il ressort du dossier que par lettres respectivement datées des 25 août (TOZE Jean), 09 septembre (LOKO Gbéyou Grégoire) ; 11 septembre (HOUNSINOU P. Martial et Urbain LALOU) et le 14 septembre 1998 (BLOCHAOU Achille et COFFI B. N. Claude) les requérants ont adressé, chacun en ce qui le concerne, un recours gracieux au Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale ;

Considérant que le Décret querellé, portant statuts particuliers des corps des personnels de la Police Nationale, dont l'article 87, pose les principes de la reconstitution de carrière et de



la régularisation de la situation administrative des requérants, a été pris par le Gouvernement en Conseil des Ministres ; que ledit Décret n'a jamais fait l'objet de publication régulière pouvant permettre à qui de droit de l'attaquer pour illégalité devant la Cour Suprême (Chambre Administrative) ;

Que ce n'est qu'à travers l'Arrêté n° 041/MISAT/DGPN/CNRCPN du 04 mars 1998, portant nomination et reclassement des Inspecteurs de Police que les requérants ont été mis au courant de l'existence et de l'application dudit Décret ;

Considérant que la décision de reconstitution de carrière, faite sur la base du Décret querellé (en son article 89), a été prise par le Gouvernement en Conseil des Ministres ;

Considérant que la reconstitution de carrière et la régularisation de la situation administrative contestée ont été faites par le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale ;

Qu'à ce titre, et conformément aux normes en vigueur au Bénin, le Décret a été contresigné par le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale en tant qu'il est chargé de son application ;

Considérant donc qu'à l'origine de la reconstitution de carrière et la mise en œuvre des effets de la régularisation de la situation administrative des requérants, se trouve le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale membre du Gouvernement dont le Président de la République, signataire du Décret attaqué, est le Chef ;

Considérant que le recours administratif préalable peut être adressé à l'autorité la mieux informée ou à son supérieur hiérarchique ;

Que dans le cas d'espèce, l'autorité la mieux informée est celle de qui émane la proposition de reconstitution de carrière des fonctionnaires de la Police reconvertis, autorité administrative responsable du département ministériel concerné ; autorité la mieux informée ;

Considérant que le Décret querellé est un acte réglementaire et qu'il n'est même pas nécessaire, avant la saisine



[Handwritten signature]

de la Cour, de satisfaire à l'obligation du préalable qu'est le recours hiérarchique ou gracieux ;

Que c'est à bon droit que les requérants ont adressé leurs recours administratifs préalables au Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration Territoriale, autorité la mieux informée, et non forcément au Chef de l'Etat comme le soutient l'Administration ;

Que même si l'autorité saisie, bien qu'incompétente, relève de la même collectivité publique que l'autorité compétente, elle est tenue de transmettre la demande à l'autorité qui aurait dû être saisie ;

Considérant que le recours contentieux des requérants date du 30 novembre 1998 et que l'Administration n'apporte pas la preuve de la publication de la notification des actes querellés, qu'il y a lieu de considérer ledit recours recevable pour avoir été introduit dans les forme et délai de la loi ;

AU FOND

Sur les moyens des requérants tirés de la violation de la loi et des droits acquis découlant du Décret n° 95-296 du 18 octobre 1995 et sans qu'il soit nécessaire d'analyser les autres moyens.

Considérant qu'à l'appui de ce moyen, les requérants soutiennent, d'une part, la violation de l'article 108 de la Loi n° 93-010 du 20 août 1997 au motif que les dispositions transitoires de ladite Loi visent à assurer l'égalité des fonctionnaires de la Police ;

Que c'est à bon droit que le Décret n° 95-296 du 18 octobre 1995 a été pris en application de la Loi n° 93-010 du 20 août 1997 pour corriger la discrimination dont ils sont l'objet ;

Que l'article 89 du Décret n° 97-622 du 30 décembre 1997, portant Statuts particuliers des corps des personnels de la Police Nationale, pris postérieurement au Décret n° 95-296 du 18 octobre 1995 manque de base légale et viole la Loi n° 93-010 du 20 août 1997 ;

Considérant que les requérants soutiennent, d'autre part, que l'Arrêté n° 041/MISAT/DGPN/CNRCPN du 04 mars 1998,

X

pris sur la base du Décret 97-622 du 30 décembre 1997, a méprisé la hiérarchie des normes juridiques ;

Que l'Administration ne saurait leur appliquer un acte pris postérieurement (Décret n° 97-622 du 30 décembre 1997) à celui (Décret n° 95-296 du 18 octobre 1995) pris pour leur accorder des droits réguliers devenus définitifs ;

Considérant que dans ses observations, l'Administration réfute les allégations des requérants et soutient que « le Décret n° 97-622 du 30 décembre 1997 est pris sur le fondement de la Loi n° 93-010 du 20 août 1997 » ;

Que son article 89 (Décret n° 97-622 du 30 décembre 1997) qui règle la situation administrative des requérants est conforme aux dispositions des articles 30 et 32 de la Loi n° 93-010 du 20 août 1997, laquelle abroge la Loi n° 81-014 du 10 octobre 1981 et supprime en ses articles sus-cités, pour compter du 18 juin 1990, le corps des Officiers de Police recrutés sur la base du Baccalauréat et celui des Inspecteurs de Police recrutés sur la base du Brevet d'Etudes du Premier Cycle ;



Que les requérants ne sauraient réclamer l'application, à leur profit, des dispositions de l'article 87 du Décret n° 95-296 du 18 octobre 1995 portant Statuts Particuliers des corps des Personnels de la Police Nationale sans que les articles 30 et 32 de la Loi 93-010 du 04 août 1993 mise en conformité avec la Constitution et promulguée le 20 août 1997 ne soient violés ;

Considérant à la lecture des articles 30 et 32 de la Loi 93-010 du 20 août 1997, la suppression des corps des Officiers de Police n'a aucun effet rétroactif, que seule la reconstitution de carrière des Agents concernés, du fait de la non parution des textes d'application de la Loi n° 81-014 du 10 octobre 1981, a un effet rétroactif, et ce, pour compter du 18 juin 1990 ;

Considérant que le « Tableau de reversement et reclassement des Anciens Officiers de Police et Officiers de Paix (Officiers de Police Judiciaire) dans le nouveau Corps des Inspecteurs de Police résultant du Décret 97-622 du 30 décembre 1997 (Annexe VI), crée une certaine discrimination à travers les conditions exigées, pour le passage dans le nouveau corps des Inspecteurs de Police (nouvelle formule) ; que ces conditions exigées sur la base **d'ancienneté dans le service et non dans le grade pour des Agents de la même catégorie** viole non seulement

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized, cursive letter 'D' followed by a flourish.

la loi, mais également le principe de l'égalité de tous devant les charges publiques ;

Que l'ancienneté dans le service de la Police Nationale tirée de l'article 112 de la Loi n° 93-010 du 20 août 1997 doit s'entendre, comme ancienneté acquise dans le service et dans le dernier grade, pour compter du 10 octobre 1981 date d'entrée en vigueur de la Loi n° 81-014 du 10 octobre 1981, portant Statut des Personnels Militaires des Forces Armées Populaires du Bénin ;

Considérant que, après le déroulement du stage auquel sont soumis les requérants, il a été délivré à chaque agent concerné une attestation sur laquelle on peut lire :

« ATTESTATION

Le Directeur de l'Ecole Nationale de Police,

Vu le Procès-verbal du jury de délibération des contrôles de connaissances n° 026 en date du 02 novembre 1996, atteste que Monsieur né à a suivi avec succès du 22 juillet 1996 au 02 novembre 1996, un stage de recyclage **conformément aux dispositions du Décret n° 95-296 du 18 octobre 1995, portant Statuts Particuliers des Corps des personnels de la Police Nationale.**

En foi de quoi la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit. »

Considérant qu'il résulte de l'article 76 de la Loi n° 86-013 du 26 février 1986, portant Statut Général des Agents Permanents de l'Etat que le changement de Corps d'un fonctionnaire titularisé doit se faire grade pour grade, échelle pour échelle, et échelon pour échelon ;

Que l'intéressé doit conserver dans ce grade et dans cet échelon l'ancienneté qu'il réunissait dans son ancien grade et échelon ;

Que son ancienneté de services effectifs dans le corps d'origine est en tout état de cause reportée dans son nouveau corps ;

Considérant qu'il résulte de l'article 87 du Décret 95-296 du 18 octobre 1995 ce qui suit : « Les contrôleurs du commerce et

des prix, reversés à la Police Nationale, sont astreints à une formation complémentaire de trois (03) mois à l'Ecole Nationale de Police ;

A l'issue de cette formation, ils sont nommés Officiers de Police à l'instar de ceux recrutés et formés en 1983-1984. Leur nomination en tant qu'Officiers de Police prend effet à compter du 03 juin 1992 et ils seront reversés dans le nouveau corps des Inspecteurs de Police. » ;

Considérant que **ledit Décret** a été publié au Journal Officiel n° 12 du 15 juin 1996, date à laquelle il a acquis force légale ;

Considérant que le Décret n° 95-296 du 18 octobre 1995 a créé à l'égard des requérants des droits acquis et juridiquement protégés ;

Qu'ainsi le comportement de l'Administration consistant à abroger ledit Décret avec effet rétroactif, privant les requérants des droits résultant de l'existence du Décret n° 95-296 du 18 octobre 1995 en son article 87 pour le remplacer par l'article 89 du Décret n° 97-622 du 30 décembre 1997 viole la loi en ce qu'un acte administratif régulier ayant créé des droits ne peut faire l'objet d'un retrait ;

Considérant que les requérants conservent chacun à la date de leur reversement (le 03 juin 1992) dans le corps des Inspecteurs de Police Principal (nouvelle formule), une ancienneté de six ans, six mois, trois jours (6ans, 6 mois, 3 jours) ;

Considérant que l'administration de la Police Nationale doit épuiser à leur profit l'ancienneté conservée dans le corps des Inspecteurs de Police (nouvelle formule) ce qui, conformément à l'article 42 dudit décret correspond au grade d'inspecteur divisionnaire pour compter du 03 juin 1996 ;

Au total, il échet d'accueillir comme valable et fondé, le moyen des requérants tiré respectivement de :

- la violation de l'article 108 de la loi n° 93-010 du 20 août 1997

- la violation de l'article 87 du décret n° 95-296 du 18 octobre 1995, en ce qu'ils doivent être nommés Officiers de Police



pour compter du 03 juin 1992, pour être reversés à la même date dans le grade d'Inspecteur de Police Principal (nouvelle formule) ;

PAR CES MOTIFS,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le recours en annulation pour excès de pouvoir introduit par les requérants est recevable.

Article 2 : l'Arrêté n° 041/MISAT/DGPN/CNRCP du 04 mars 1998 est annulé avec toutes les conséquences de droit..

Article 3 : Les dépens sont mis à la charge du Trésor Public.

Article 4 : Le présent arrêt sera notifié aux requérants, au Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation et au Procureur Général près la Cour Suprême et publié au Journal Officiel de la République du Bénin.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Grégoire ALAYE }
et }
Joachim G. AKPAKA }

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix-neuf juillet deux mille un, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Nestor DAKO,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Maître **Irène Olga AÏTCHEDJI,**

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,



Le Greffier,

